



Assemblée générale

Distr. générale
10 mai 2002
Français
Original: anglais

Vingt-septième session extraordinaire

Résumé des tables rondes sur le thème « Renouveau de l'engagement en faveur des enfants et examen des activités à mener au cours de la prochaine décennie »

Table ronde 2

Judi 9 mai 2002 (matin)

Coprésidents : Mme Tarja **Halonen**, Présidente de la République de Finlande
M. Vicente **Fox**, Président des États-Unis du Mexique

« Je suis la voix de tous les enfants qui ont souffert dans le monde entier ... vous qui êtes membres de la communauté mondiale, pourquoi n'êtes-vous pas intervenus? » Marie-Claire Umuhoza, Rwanda

« Assurez notre bien-être aujourd'hui, à nous qui sommes vos enfants, et nous assurerons le vôtre demain. » Toukir Ahmed, Bangladesh

1. La nécessité d'écouter les enfants et les jeunes dans le cadre d'un véritable dialogue intergénérationnel a constitué l'un des thèmes majeurs de cette table ronde. Aujourd'hui, ils ont fait entendre leurs voix. Outre Marie-Claire Umuhoza et Toukir Ahmed, les jeunes délégués qui ont ouvert la séance, d'autres jeunes nous ont fait part de leurs préoccupations.
2. Marie-Claire a décrit avec éloquence les effets dévastateurs de la violence sur sa famille et son pays; elle nous a dit que ses parents avaient été tués et qu'elle-même et ses trois soeurs avaient dû s'enfuir. « Je suis ici sans père ni mère ... personne qui puisse m'appeler "mon enfant". Appelez-moi votre fille, j'ai besoin d'amour. »
3. Toukir a dit qu'il fallait lutter contre l'exploitation et la maltraitance dans un monde caractérisé par la violence et la cruauté, les conflits et la guerre et où les enfants devaient recevoir une attention particulière, mettant l'accent sur la lutte contre la traite des enfants et les mauvais traitements dont ils étaient victimes.
4. Les autres jeunes délégués ont souligné l'importance d'une participation effective des enfants et des jeunes, et appelé l'attention sur les droits des enfants réfugiés, des filles et des enfants des minorités autochtones. L'un d'eux a dit que la question de la participation n'était pas prise au sérieux dans le document final. Ils



nous ont rappelé que la principale tâche qui nous attendait, une fois rentrés dans nos pays respectifs, consistait à concrétiser nos paroles en actes.

5. L'égalité a constitué un thème majeur du débat de la matinée. Chaque enfant doit avoir une chance égale de grandir et de se développer, en commençant par un accouchement sans risque et l'accès aux soins médicaux et à l'éducation. Les enfants des groupes vulnérables, notamment les réfugiés, les minorités ethniques, les immigrants, les enfants autochtones et les enfants handicapés, ont besoin d'une attention et de soins spéciaux. Les efforts sont insuffisants en ce qui concerne l'éducation des filles. La nécessité de réaffirmer les droits a également été soulignée : l'éducation, ne pas être contraint à travailler et l'accès aux services de santé en matière de reproduction sont des droits et non pas des privilèges, a déclaré un participant.

6. De nombreux participants ont souligné qu'il était essentiel de respecter les engagements internationaux qui avaient été pris et de ne pas revenir en arrière. L'un d'eux a dit « cette instance ne peut accepter que les enfants fassent l'objet de négociations ». Un autre a souligné la nécessité d'une volonté politique et d'une participation de haut niveau des pays développés et des pays en développement à des réunions comme la session extraordinaire en cours.

7. La question de l'insuffisance des ressources a été soulevée à maintes reprises. D'aucuns ont rappelé que seulement cinq pays avaient atteint l'objectif consistant à allouer 0,7 % du produit intérieur brut à l'aide au développement et souligné que les pays riches devaient accroître leurs contributions mais que cette aide devait être utilisée de manière plus judicieuse. Il fallait établir un véritable partenariat entre les donateurs et les pays bénéficiaires de programmes et, en plus des programmes d'assistance bilatérale, il fallait élaborer un plan global en faveur des enfants. Dans les pays mêmes, des ressources plus importantes devaient leur être allouées. De nombreux orateurs ont lancé un appel en vue d'un allègement de la dette en faveur des enfants et d'un accès équitable aux marchés.

8. De nombreux intervenants ont mis l'accent sur les besoins spéciaux des pays africains qui étaient affectés par la pauvreté, les conflits et la maladie. Le paludisme touchait l'Afrique plus que tout autre continent et la région était particulièrement dévastée par le VIH/sida. Le Directeur exécutif d'ONUSIDA, Peter Piot, a dit qu'en Afrique australe, pour un garçon de 15 ans, les risques de contracter le VIH et par la suite de mourir du sida étaient aujourd'hui de 60 %. Il a ajouté que la prévention et le traitement du sida devaient être intégrés dans toutes les activités de développement et les opérations humanitaires et de maintien de la paix, déclarant que le sida devait être intégré dans toutes nos activités car il faisait partie de la vie. Divers orateurs ont dit qu'il ne fallait pas refuser aux adolescents le droit d'accéder aux services de santé en matière de reproduction face à cette maladie.

9. À la suite de la déclaration de Marie-Claire, de nombreux participants ont parlé des conséquences néfastes des conflits et des guerres pour les enfants. D'aucuns ont souligné qu'il fallait mettre en place des systèmes d'alerte rapide et que l'ONU avait un rôle à jouer dans la prévention des conflits. En plus des secours immédiats, les enfants affectés par les conflits avaient besoin d'une assistance à moyen terme et de soins psychosociaux dispensés par des enseignants et des prestataires ayant suivi une formation spéciale, même une fois que les médias et le public avaient perdu tout intérêt. Dans ces situations, il fallait demander leurs vues et leurs sentiments aux enfants. Un participant a dit que les conflits entraînaient

souvent des violations du droit des enfants à la santé en raison de l'impossibilité d'accéder aux zones touchées. Un autre a rappelé aux participants que les catastrophes causées par l'homme étaient tout aussi préjudiciables à la santé et au bien-être des enfants.

10. De nombreux orateurs ont souligné l'importance de l'éducation, en particulier pour les filles. Le Directeur général adjoint à l'éducation de l'UNESCO, John Daniel, prenant la parole aux noms des membres du consortium Éducation pour tous, a fait état des progrès enregistrés eu égard aux plans nationaux et aux faits nouveaux intervenus à l'échelle internationale, notamment le consensus de Monterrey et l'augmentation des ressources financières allouées à l'éducation par la Banque mondiale.

11. L'exploitation des enfants, le trafic d'enfants et le travail des enfants dans des conditions dangereuses ont été condamnés par nombreux orateurs. Les gouvernements ont été instamment priés de ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant et concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie des enfants afin que les auteurs de ces crimes rendent des comptes. La violence sexuelle à l'égard des enfants, problème qui se posait dans le monde entier, exigeait une coopération accrue avec la police. Le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail, Juan Somavia, a indiqué que 180 millions d'enfants pratiquaient les pires formes du travail des enfants. La plupart travaillaient parce que leurs parents ne pouvaient pas gagner un revenu suffisant. L'économie mondiale d'aujourd'hui ne produisait les emplois dont ont besoin les parents pour entretenir leurs familles; aussi, les enfants sont-ils contraints au travail forcé.

12. Plusieurs orateurs ont présenté les mesures que leur pays prenait pour protéger les droits des enfants, notamment la nomination de médiateurs pour les enfants, la création de parlements d'enfants et l'élaboration de plans d'action nationaux. Les pays adoptaient également des lois nationales et procédaient à une réforme du système de justice pour enfants en vue de se conformer à la Convention relative aux droits de l'enfant. Ces dernières mesures revêtaient une importance particulière étant donné les nouveaux problèmes qui se posaient, notamment la violence à l'école, la toxicomanie et le trafic de drogues. Vu que les enfants ont besoin de l'amour et de l'affection d'une famille, de nombreux pays abandonnaient le recours aux institutions et oeuvraient avec les communautés et les organisations non gouvernementales afin d'aider les familles d'accueil d'orphelins et d'autres enfants sans famille.

13. L'importance de la coopération régionale et internationale a été soulignée par plusieurs participants qui avaient organisé des réseaux et des groupes de travail et échangeaient des informations, notamment en matière de lutte contre le trafic d'enfants et la pornographie impliquant des enfants. Ce type de coopération revêtait également une importance pour la collecte de données sur les enfants en vue du suivi des conférences internationales comme la session extraordinaire de l'Assemblée générale. Les participants ont indiqué que la session extraordinaire ne devait pas déboucher sur plus de bureaucratie mais produire des résultats concrets. La diffusion des meilleures pratiques par le système des Nations Unies permettrait d'accélérer les progrès.

14. Le débat avait deux fils conducteurs, à savoir la nécessité de générer des ressources et le fait que le développement économique allait de pair avec le

développement humain. La session extraordinaire consacrée aux enfants était un maillon d'un « cycle de vertu » comprenant la Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue récemment à Monterrey (Mexique), et le prochain Sommet mondial sur le développement durable, qui se tiendra à Johannesburg (Afrique du Sud) plus tard dans l'année. La priorité absolue de ce cycle était les enfants et les jeunes. Le monde doit répondre aux problèmes qui se posent aux jeunes et traduire les engagements en action.
